

Préface

Jean Lebel⁽¹⁾, Jean-Paul Moatti⁽²⁾

(1) Président IDRC, Canada

(2) Président-Directeur général IRD, France

Cet ouvrage recueille les travaux présentés lors d'un colloque organisé en commun par nos deux institutions, le CRDI et l'IRD et témoigne de la proximité de nos approches sur les questions et les actions que nous menons en matière de recherche et de soutien à la recherche dans les pays de la zone intertropicale et méditerranéenne. Nos organisations se sont trouvées à plusieurs reprises dans les mêmes « pays en développement » – comme nous les appelions autrefois – pour accompagner et soutenir la recherche scientifique naissante, puis la consolidation des systèmes d'enseignement supérieur et de recherche de ces pays. Ainsi, nos deux institutions ont vécu cette transformation des systèmes de recherche des « pays des Suds » qui est l'objet de ce colloque.

Nous avons vécu un changement profond de la notion de « recherche pour le développement » (RpD). En effet, après les indépendances, quand se forgeaient les premières institutions de la science nationale, la RpD désignait des formes d'assistance technique ainsi que des programmes essentiellement financés par les pays riches qui se déroulaient dans les pays pauvres. L'urgence du développement, les impératifs de la croissance, les besoins de l'agriculture et de l'industrialisation, la mise en place des systèmes de santé guidaient les priorités de la recherche. En d'autres termes, la recherche dans les pays « en développement » Sud était pensée comme un outil de développement socio-économique. Cependant, le renforcement du potentiel scientifique, comme cela était voulu dans l'après-guerre en Europe ou aux Etats-Unis, était moins évident : la recherche « fondamentale » (« basic » research) semblait être un luxe auquel les pays « en développement » ne pourraient avoir accès que de manière exceptionnelle.

Progressivement, l'appui à la formation d'organismes publics et d'universités de recherche, le renforcement des capacités scientifiques propres (« capacity building ») s'est imposé comme une des principales missions de la RpD. L'espoir était que les pays « aidés » produiraient leur propre capacité de recherche dans une logique de rattrapage, dans ce domaine comme dans les autres, du développement des pays riches. Les institutions internationales, les organisations spécialisées dans l'appui à la recherche dans les pays des Suds, les agences de financement de la recherche pour le

développement ont toutes mis en pratique leur propre interprétation du renforcement de capacité où les ressources humaines tenaient une place centrale. Il fallait contribuer à former les chercheurs, les enseignants, les fonctionnaires de l'Etat mais aussi les élèves et les étudiants. Il fallait atteindre une « masse critique » (terme issu de la physique nucléaire), combattre le phénomène de « fuite des cerveaux » (brain drain) des Suds vers le Nord, reconnu comme un obstacle majeur au progrès scientifique de ces pays dès le début des années 1960, et faire des choix dont la légitimité était toujours un sujet de débat et de dissensions politiques. Il a fallu se résoudre à reconnaître que les politiques pensées comme une aide bienveillante au développement recouvraient souvent des enjeux politiques et geo-stratégiques, correspondant aussi aux intérêts des pays du Nord.

Les crises des dettes en Amérique latine, en Afrique et en Asie, les programmes d'ajustement structurels, les crises sanitaires mondiales comme celle du SIDA, marquèrent la fin de cette perspective quelque peu paternaliste et irénique qui imprégnait les programmes d'aide au développement, y compris dans le champ de la recherche. Ces crises coïncidaient avec la fin de la bi-polarisation héritée de l'après-guerre entre les blocs occidental et soviétique, et l'éclatement du modèle centre-périphérie. Des nouveaux pays émergents et donc de nouvelles formes d'hégémonie apparaissaient dans ce contexte multipolaire. La recherche eut elle aussi à connaître une profonde et rapide transformation pour s'ajuster à ce nouveau contexte géopolitique. C'est aussi à ce moment qu'elle dut convaincre de la nécessité d'actions globales pour assurer un développement durable.

Ces crises profondes, le retrait de l'Etat et la faiblesse du financement national dédié à la recherche dans la plupart des pays des Suds avaient révélé, plus que jamais, que la recherche ne pouvait pas être installée comme le serait une technologie clé en main. Aucun transfert technique, aucune assistance économique et technique, aucune forme de renforcement des capacités imposée de l'extérieur, même avec les meilleures intentions, ne pourrait satisfaire les besoins de connaissance nécessaires au développement durable et aux innovations, technologiques mais aussi sociales, culturelles et institutionnelles qui peuvent le favoriser. L'Unesco fit faire des diagnostics sur les systèmes de recherche dans les pays intermédiaires pour appréhender la situation de la recherche à travers le monde plusieurs années après les crises de la dette. L'une des plus surprenantes conclusions de ce travail considérable est que la recherche nationale dans les pays du Sud est moins liée à la seule croissance démographique des enseignants et des chercheurs ou à l'abondance des financements qu'à une série de choix politiques : les Etats, quel que soit leur niveau économique de développement, soutiennent la recherche avant tout par choix politique, de manière volontariste. Tout se passe comme si ce choix politique découlait d'un pacte social passé entre les élites académiques en formation et le système politique.

Pour les pays des Suds qui ont effectué le choix de soutenir significativement la recherche scientifique, reste à trouver la bonne organisation, celle qui convient au pays, et de trouver les meilleurs moyens d'allier le besoin de financements et la collaboration scientifique internationale dans des partenariats équilibrés. De même, pour les pays du Nord, il s'agit de s'associer étroitement aux communautés scientifiques des

pays partenaires moins par philanthropie que pour répondre aux défis planétaires et pour réduire les différentes formes d'inégalités qui perdurent entre pays, car tous nos objets de recherche sont aujourd'hui mondiaux et que la recherche participe de la définition des relations internationales. Il s'agit alors de co-construire des programmes en partenariat, de participer à des co-financements, d'établir des objectifs partagés et équitables. Ainsi, la transformation des politiques de recherche est de ce fait très profonde dans ce contexte mondial complexe, où les financements privés deviennent de plus en plus importants, où les demandes de participation sociale directe des populations et des communautés au déroulement des travaux de recherche deviennent pressantes et tangibles et où la valeur de la science doit être réaffirmée par son enracinement social.

Ces questions ont été au centre des débats du colloque organisé en 2016 dans les locaux de l'OCDE. Les nombreux partenaires ont pu présenter des expériences issues de tous les continents. Les thématiques du colloque indiquent l'ampleur des débats en cours sur les nouvelles politiques de recherche et d'innovation, l'organisation et le financement de la recherche et le rôle des agences nationales et des divers acteurs dans le monde de la recherche ; sur le besoin de renforcer la recherche universitaire ; sur les moyens qu'il faut déployer pour assurer une plus large participation au sein de la recherche et satisfaire aux exigences de la science ouverte (open science) ainsi que les changements dans la collaboration scientifique internationale. Le colloque a aussi permis d'ouvrir à nouveau le débat sur la mesure de l'impact de la recherche, un débat lancé au début des années 90, auquel nos organisations sont systématiquement amenées à réfléchir.

Ces questions sont au cœur de la mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable (ODD) adoptés en Septembre 2015 pour l'horizon 2030 par les Nations Unies comme cadre de référence de l'action multilatérale. Elles sont essentielles pour une contribution critique mais aussi directement utile, de la science à ces ODD. Plus spécifiquement pour ce qui est de nos deux organismes, elles sont au cœur des orientations définies dans le Plan Stratégique 2015-2010 du CRDI et le Plan d'Orientation Stratégique 2016-2030 de l'IRD. A la lecture de cet important ouvrage, nous sommes convaincus que nos partenaires seront heureux, comme nous, de partager ces débats avec un public plus large et de poursuivre ces réflexions à l'échelle globale.

Foreword

Jean Lebel⁽¹⁾, Jean-Paul Moatti⁽²⁾

(1) President IDRC, Canada

(2) President-Directeur général IRD, France

This book is a collection of the work presented during a symposium organized by our two institutions, IDRC and IRD. Our collaboration reflects the proximity of our approaches to the issues and actions we address through research and support for research, in particular in tropical regions and the Mediterranean area. Our organizations have repeatedly found themselves in the same “developing countries” — as we once called them — accompanying emerging scientific researchers and supporting the higher education and research systems of these countries. Both of our institutions have seen first hand the transformation of the research systems in the “Southern countries,” which was the subject of this symposium.

We have experienced a profound change in the notion of “research for development” (RfD). In fact, following independence, when the first national science institutions were being forged, RfD referred to forms of technical assistance and programs financed mainly by rich countries in poor countries. The urgency of development, the imperative of growth in agriculture and industry, and the establishment of health care systems guided research priorities. In other words, research in “developing” countries in the South was seen as a tool for socio-economic development. By contrast, strengthening the scientific potential — as pursued in the post-war period in Europe or the United States — was less apparent : “basic” research seemed to be a luxury, something that “developing” countries only had access to in exceptional cases.

Over time, providing support to public bodies and research universities, i.e., strengthening the system of scientific capacity, became a new mission of RfD. The hope was that the “assisted” countries would build their own research capacity— in this domain and in others — as a way of catching up with rich countries. International organizations, development cooperation agencies, and specialized agencies that fund research for development have all put into practice their own interpretation of capacity building with human resource development playing a central role. Work was necessary to help train researchers, teachers, government officials, and students. A “critical mass” (term derived from nuclear physics) had to be reached to fight the phenomenon of “brain drain” from the South to the North, which was a major obstacle to these countries’

scientific progress starting in the early 1960s, and to make choices whose legitimacy was still a subject of political debate and dissent. It had to be accepted that policies conceived as development-friendly often concerned political and geo-strategic issues, which also reflected the interests of the Northern countries.

Debt crises in Latin America, Africa and Asia, structural adjustment programs and global health crises, such as AIDS, all marked the end of this somewhat paternalistic and irenic perspective that permeated development aid programs, including in the field of research. These crises coincided with the end of the Cold War polarization between the Western and Soviet blocs, as well as the breakdown of the core-periphery model. New emerging countries and therefore new forms of hegemony appeared in this multi-polar context. The organization and conduct of research underwent a deep and rapid transformation in reaction and in response to this new geopolitical context. It was also at this moment that research began to demonstrate the necessity of global action to ensure sustainable development.

These profound changes, the withdrawal of the State, and the scarcity of national funding for research in most Southern countries had revealed, more than ever, that research could not be viewed as a turnkey technology. No technical transfer, no economic and technical assistance, no form of externally-imposed capacity building, even with the best of intentions, could satisfy the need for knowledge required nationally to produce the technological, social, cultural and institutional innovations to promote sustainable development.

Several years after the debt crisis, UNESCO led an ambitious study to assess the state of research systems in a number of low and middle-income countries. One of the most surprising conclusions of this considerable work is that the strength of national research systems in the South is determined by political choice more than it is by absolute numbers of teachers and researchers or available research funding : states, regardless of their economic level of development, can create a supportive environment for research. Such choices are shaped by a social pact between the academic elites and the political system.

The Southern countries that have made the choice to significantly support scientific research still struggle to find the right internal organization, one that suits the country, and externally, find the best ways to combine the need for funding and international scientific collaboration into balanced partnerships. For the Northern countries too, international collaboration has changed. Increasingly, for researchers it is a question of associating themselves closely with the scientific communities of their partner countries, not so much through philanthropy but through research addressing shared global challenges – as all of our research topics are now global, research collaboration contributes to the definition of international relations. To collaborate effectively, researchers have to overcome different forms of inequalities that persist between countries,. This involves co-building programs in partnership, participating in co-financing, and establishing shared objectives and fair partnerships. Thus, the transformation of research policies is very profound in this complex global context, where private funding is becoming increasingly important, where requests for the direct social participation of

populations and communities in research work are becoming more and more pressing and tangible, and where the value of science must be reaffirmed by its social roots.

These issues were at the centre of the debates during the symposium organized in 2016 in the offices of the OECD. We welcomed the opportunity for numerous partners from different institutional settings to share experiences from all continents. The themes of the symposium indicate the extent of ongoing debates on new research and innovation policies, the organization and funding of research and the role of national agencies and various actors in the research world ; on the need to strengthen university research ; on how to ensure broader participation in research and meet the requirements of open science, as well as changes in international scientific collaboration. The symposium also reopened the debate on measuring the impact of research, a debate launched in the early 90s that our organizations continue to follow closely.

These issues are at the heart of the implementation of the Sustainable Development Goals (SDGs) adopted by the United Nations in September 2015 and targeted for implementation by 2030 as a reference framework for multilateral action. They are essential for a critical, but also directly useful, contribution, from science to the SDGs. More specifically, for our two organizations, they are at the heart of the goals defined in IDRC's 2015–2020 Strategic Plan and IRD's 2016–2030 Strategic Orientation Plan. After reading this important book, we are convinced that our partners will be happy, as we are, to share these debates with a broader audience and to continue these reflections on a global scale.

Edited by
Rigas Arvanitis and David O'Brien

THE TRANSFORMATION OF RESEARCH IN THE SOUTH

Policies and outcomes




Editions

éditions
des archives
contemporaines 

The Transformation of Research in the South

Policies and outcomes

Scientific editors

Rigas Arvanitis and David O'Brien

With the assistance of **Michael Graham**


Éditions

éditions
des archives
contemporaines 

Copyright © 2019 Éditions des archives contemporaines (eac) and Institut de recherche pour le développement (IRD)

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays. Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit (électronique, mécanique, photocopie, enregistrement, quelque système de stockage et de récupération d'information) des pages publiées dans le présent ouvrage faite sans autorisation écrite de l'éditeur, est interdite.

All rights of translation, reproduction and adaptation are reserved for all countries. Any reproduction or representation, in whole or in part, by any means whatsoever (electronic, mechanical, photocopying, recording, any system for the storage and retrieval of information) of the pages published in this book without the written authorization of the publisher, is prohibited.

Éditions des archives contemporaines (eac)
41, rue Barrault
75013 Paris, France
www.eac.ac

Institut de recherche pour le développement (IRD)
Le Sextant
44, boulevard de Dunkerque
CS 90009
13572 Marseille cedex 02, France
www.ird.fr

ISBN EAC : 978-2-8130-0303-4

ISBN IRD : 978-2-7099-2800-7

Avertissement / Disclaimer :

The present publication was made possible through a grant from the International Development Research Centre (IDRC), Ottawa, Canada, the support of the Institut de Recherche pour le Développement (IRD), France, and funding and support from Labex SITES (funding from Agence Nationale de la Recherche, France) managed by the Institut Francilien Recherche-Innovation-Société (IFRIS) . The opinions expressed herein do not necessarily represent those of IDRC or its Board of Governors, or those of the other bodies involved in financing this work. The texts published in this volume are the sole responsibility of their authors.

La présente publication a été réalisée grâce à une subvention du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Ottawa, Canada, le soutien de l'Institut de Recherche pour le Développement. (IRD), France, et du Labex SITES (financement de Agence Nationale de la Recherche, France) géré par l'Institut Francilien Recherche-Innovation-Société (IFRIS) Les opinions exprimées aux présentes ne représentent pas nécessairement celles du CRDI ni de son Conseil des gouverneurs, ni celles des autres instances ayant participé au financement de ces travaux. Les textes publiés dans ce volume n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.